

ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

-----  
Commission de l'économie, des finances,  
du budget et de la fonction publique  
-----

Papeete, le 22 JUIN 2017

N° 59 - 2017

**RAPPORT**

relatif à un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2016 (budget général),

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Mesdames les représentantes Virginie BRUANT et Armelle MERCERON



Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3607/PR du 8 juin 2017, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2016 (budget général).

L'article 32 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française, prévoit que « *après transmission, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivante, du compte de gestion établi par le comptable, l'arrêté des comptes de la Polynésie française est constitué par le vote de l'assemblée de la Polynésie française sur le compte administratif établi par le Président de la Polynésie française.*

(...)

*L'assemblée de la Polynésie française arrête les comptes de chaque année. Elle approuve les différences entre les résultats et les prévisions initiales de l'année, complétées, le cas échéant, par les délibérations modificatives. Elle s'assure de la concordance des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion après pointage des écritures effectuées au niveau de l'article à 3 chiffres par le service ordonnateur et la paierie de la Polynésie française. Le vote de l'assemblée de la Polynésie française doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivante. »*

Au titre du budget général de l'exercice 2016, après pointage des comptes, il est constaté une concordance parfaite des écritures comptables entre celles tenues par le comptable et celles tenues par l'ordonnateur du budget.

Depuis l'année précédente, c'est dans un document unique constitué de trois tomes remis à chacun des élus de notre assemblée que le Président présente, pour l'année 2016, son rapport à l'assemblée de la Polynésie française prévu à l'article 155 de la loi organique statutaire<sup>1</sup> :

<sup>1</sup> « Le Président de la Polynésie française adresse chaque année à l'assemblée de la Polynésie française :

1° Pour approbation, le projet d'arrêté des comptes de l'exercice budgétaire écoulé, avant l'ouverture de la session budgétaire ;

2° Un rapport sur l'activité du gouvernement durant l'année civile écoulée, sur la situation économique et financière de la Polynésie française et sur l'état de ses différents services. »

Le tome I présente la situation de la Polynésie française sur le plan économique, social, budgétaire et financier ainsi que l'activité du gouvernement.

Le tome II est consacré au rapport annuel de performance (*RAP*) et détaille, pour chacune des 18 missions selon lesquelles le budget du Pays est découpé et pour chacun des programmes y afférents, l'action menée en 2016 par le gouvernement en faveur des politiques sectorielles, utilisant les moyens budgétaires votés par notre assemblée. Ce rapport, présenté selon une structure identique à celle du rapport du gouvernement pour servir de base au débat d'orientation budgétaire 2016, exprime les performances réellement obtenues, comparées aux objectifs prédéfinis. Ce tome II comprend également le *descriptif détaillé* du compte administratif 2016 (*pages 20 à 49*).

Le tome III reprend l'organisation administrative de la Polynésie française et dresse un état humain, matériel et financier des services administratifs et établissements publics. Il comporte en outre une partie dédiée à l'activité des sociétés dans lesquels la Polynésie détient des participations.

Les rapporteuses tiennent à saluer le travail effectué pour établir ce rapport complet qui apporte de la transparence et facilite le travail de contrôle des élus de notre assemblée.

\* \* \* \*

L'économie polynésienne confirme en 2016 la sortie de crise amorcée depuis l'exercice 2014. Les chefs d'entreprise se montrent plus confiants dans un contexte politique et budgétaire clarifié : l'investissement devient plus dynamique et le marché du travail se stabilise.

Ce climat plus favorable permet aux recettes fiscales directes et indirectes de poursuivre leur progression initiée depuis deux ans, confortant ainsi le redressement de la situation des comptes publics.

Pour la troisième année consécutive, l'investissement public reste maintenu à un niveau élevé, avec plus de 21 milliards XPF de dépenses d'investissement.

## 1 – L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2016

Dans ses grandes masses, le budget général 2016 s'exécute comme suit :

| Intitulé  | Prévisions 2016 |                 | Réalizations<br>2016 | %<br>réal. | Réalizations<br>2015 | %<br>réal. |
|---|-----------------|-----------------|----------------------|------------|----------------------|------------|
|   | Budget primitif | Budget modifié  |                      |            |                      |            |
| Recettes de fonctionnement<br>(hors rec. sur ex. ant., RAN et E/O)  | 108 410 995 246 | 124 952 405 103 | 123 730 380 015      | 99,02      | 107 391 855 498      | 100,81     |
| Dépenses de fonctionnement<br>(hors art. 1068, vir. Invest. et E/O) | 95 522 146 057  | 105 689 798 867 | 100 575 177 317      | 95,16      | 91 276 316 023       | 95,58      |
| Recettes d'investissement<br>(hors art. 1068, amortissement et E/O) | 14 007 281 218  | 26 832 037 584  | 14 909 725 929       | 55,57      | 17 814 318 228       | 59,31      |
| Dépenses d'investissement<br>(hors dette et E/O)                    | 20 266 130 407  | 46 033 343 370  | 21 825 477 794       | 47,41      | 21 432 092 479       | 55,16      |

### 1.1 – En section de fonctionnement

#### 1.1.1 – Les recettes de fonctionnement

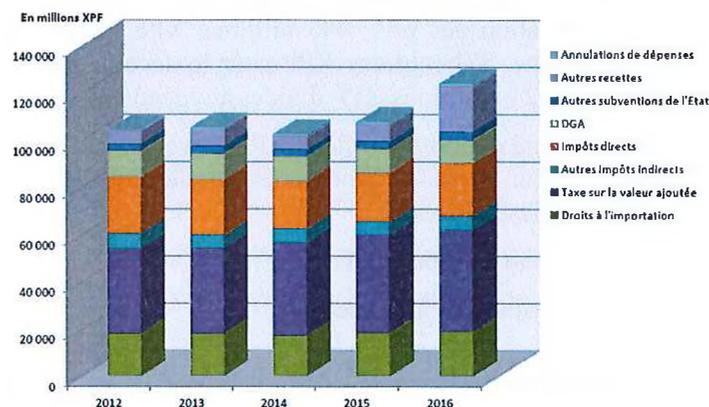
Les recettes réelles de fonctionnement s'établissent à 123,7 milliards XPF et affichent ainsi une hausse importante de 16,3 milliards XPF par rapport à l'exercice 2015.

Cette forte évolution résulte à la fois de l'augmentation de la fiscalité (+ 2,5 milliards XPF au titre de la fiscalité indirecte et + 1,6 milliard XPF au titre de la fiscalité directe) et des recettes exceptionnelles suivantes :

- le versement de 5,3 milliards XPF en provenance du fonds pour l'investissement et de garantie de la dette (FIGD) et du fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH) ;
- l'émission d'un titre de recettes d'un montant de 4,6 milliards XPF suite à une décision de justice (et qui a par ailleurs fait l'objet d'une provision pour créance douteuse à hauteur de 4 milliards XPF) ;
- et les produits des participations que détient le Pays dans des établissements publics à caractère industriel et commercial et certaines sociétés qui totalisent 3,9 milliards XPF dont 2,5 milliards XPF en provenance de l'Office des postes et télécommunications (OPT) et 1,1 milliard XPF en provenance d'Air Tahiti Nui (ATN).

| En XPF                       | 2012                   | 2013                   | 2014                   | 2015                   | 2016                   | Evolution<br>2016 / 2015 |
|------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|
| Droits à l'importation       | 18 066 528 999         | 17 848 942 849         | 16 985 169 000         | 18 205 832 250         | 18 653 883 904         | 2,46%                    |
| Taxe sur la valeur ajoutée   | 35 854 124 641         | 36 277 496 984         | 39 534 691 706         | 41 699 340 664         | 43 136 099 394         | 3,45%                    |
| Autres impôts indirects      | 6 295 483 490          | 5 394 474 264          | 5 712 949 650          | 5 380 213 152          | 5 977 749 868          | 11,11%                   |
| Impôts directs               | 24 153 590 779         | 23 666 768 501         | 20 217 150 459         | 20 839 737 255         | 22 422 490 357         | 7,59%                    |
| DGA                          | 10 808 311 816         | 10 838 515 396         | 10 477 007 636         | 10 089 220 524         | 9 611 893 556          | -4,73%                   |
| Autres subventions de l'Etat | 2 926 121 663          | 3 102 504 731          | 2 979 989 414          | 3 104 637 741          | 3 643 763 832          | 17,37%                   |
| Autres recettes              | 5 603 446 812          | 7 317 061 668          | 5 359 422 631          | 7 159 300 340          | 19 311 935 167         | 169,75%                  |
| Annulations de dépenses      | 437 386 554            | 728 674 610            | 1 092 500 503          | 913 573 572            | 972 563 937            | 6,46%                    |
| <b>Recettes fiscales</b>     | <b>84 369 727 909</b>  | <b>83 187 682 698</b>  | <b>82 449 960 815</b>  | <b>86 125 123 321</b>  | <b>90 190 223 523</b>  | <b>4,72%</b>             |
| <b>Recettes non fiscales</b> | <b>25 741 853 957</b>  | <b>21 986 766 405</b>  | <b>19 908 920 184</b>  | <b>21 266 732 177</b>  | <b>33 540 156 492</b>  | <b>57,71%</b>            |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>         | <b>110 111 581 866</b> | <b>105 174 439 003</b> | <b>102 358 880 999</b> | <b>107 391 855 498</b> | <b>123 730 380 015</b> | <b>15,21%</b>            |

#### ÉVOLUTION DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

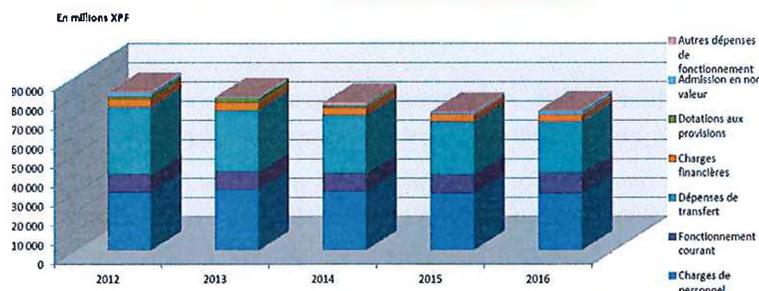


#### 1.1.2 – Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement (hors dotation aux amortissements) s'élèvent en 2016 à 100,6 milliards XPF. Elles sont en hausse de 10,19 % (9,3 milliards XPF) par rapport à l'exercice précédent.

| En XPF                            | 2012                  | 2013                  | 2014                  | 2015                  | 2016                   | Evolution<br>2016 / 2015 |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------|
| Charges de personnel              | 30 069 994 228        | 31 423 905 602        | 30 436 420 224        | 29 541 632 416        | 29 503 449 930         | -0,13%                   |
| Fonctionnement courant            | 9 203 739 811         | 9 378 676 694         | 9 238 273 201         | 9 519 601 792         | 10 576 503 279         | 11,10%                   |
| Dépenses de transfert             | 35 020 556 563        | 31 718 530 362        | 30 241 960 016        | 27 341 029 591        | 26 538 241 341         | -2,94%                   |
| Charges financières               | 3 990 728 876         | 4 029 145 300         | 3 894 379 179         | 3 927 274 331         | 3 568 405 058          | -9,14%                   |
| Dotations aux provisions          | 1 540 683 854         | 2 232 072 138         | 735 117 175           | 859 600 134           | 5 627 458 135          | 554,66%                  |
| Admission en non valeur           | 1 966 683 020         | 304 236 969           | 718 972 214           | 1 068 542 247         | 1 861 544 290          | 74,21%                   |
| Autres dépenses de fonctionnement | 285 381 781           | 264 480 757           | 1 123 001 314         | 296 561 967           | 242 514 968            | -18,22%                  |
| <b>Sous Total (*)</b>             | <b>82 077 768 133</b> | <b>79 351 047 822</b> | <b>76 388 123 323</b> | <b>72 554 242 478</b> | <b>77 918 117 001</b>  | <b>7,39%</b>             |
| FIP                               | 12 097 774 281        | 12 224 655 484        | 14 117 272 170        | 14 654 913 400        | 14 156 798 887         | -3,40%                   |
| Dégrèvements, rembs & annulations | 5 656 183 172         | 4 386 677 526         | 4 536 193 890         | 4 067 160 145         | 8 500 261 429          | 109,00%                  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>              | <b>99 831 725 586</b> | <b>95 962 380 832</b> | <b>95 041 589 383</b> | <b>91 276 316 023</b> | <b>100 575 177 317</b> | <b>10,19%</b>            |

**EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**  
(hors prélèvements et atténuations de recettes)



Par rapport à l'exercice 2015, la maîtrise des charges de personnel s'affirme. Les dotations aux provisions bondissent de + 4,8 milliards XPF (*y compris celle de 4 milliards XPF pour créance douteuse au titre d'une décision de justice*). Les admissions en non valeur et les dégrèvements progressent respectivement de 74 % et 109 % dans la continuité de l'assainissement des comptes.

S'agissant des autres dépenses de fonctionnement, la hausse (+ 1 milliard XPF) s'explique par l'augmentation générale des budgets des services, et par des décisions de justice en défaveur de la Polynésie française (386 millions XPF).

Les dépenses de transfert, se répartissent par catégorie ainsi qu'il suit :

- 10,1 milliards XPF de subventions aux organismes publics ;
- 7,5 milliards XPF d'aides à caractère économique dont 3,8 milliards XPF pour les aides à l'emploi via le fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté (*FELP*), 891 millions XPF pour la continuité territoriale, 681 millions XPF pour la régulation des prix, 493 millions XPF d'aides à la formation professionnelle, 461 millions XPF pour le tourisme, 371 millions XPF pour le développement des entreprises, 362 millions XPF d'aides au secteur primaire, 244 millions XPF d'aides au logement ;
- 4,4 milliards XPF pour la solidarité dont 800 millions XPF de versement au fond pour l'amortissement de la dette sociale, 1,4 milliard XPF pour le régime général des salariés, 300 millions XPF pour le régime des non salariés et 1,2 milliard XPF pour les bourses ;
- 3,1 milliards XPF de subventions au secteur privé ;
- 1,4 milliard XPF au titre des contributions à l'éducation.

## 1.2 – En section d'investissement

### 1.2.1 – Les recettes d'investissement

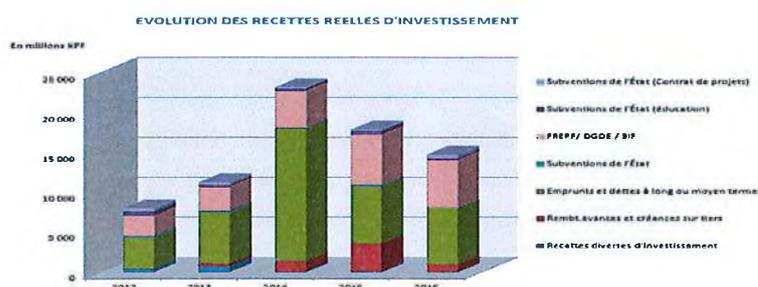
| En XPF                                     | 2012                 | 2013                  | 2014                  | 2015                  | 2016                  | Evol° 2016 / 2015 |
|--|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| Recettes diverses d'investissement         | 413 785 246          | 671 620 201           | 30 873 911            | 58 079 111            | 4 435 857             | -92,4%            |
| Rembt.avances et créances sur tiers        | 0                    | 337 132 242           | 1 325 254 954         | 3 507 766 180         | 963 717 125           | -72,5%            |
| Emprunts et dettes à long ou moyen terme   | 3 937 947 494        | 6 443 914 082         | 16 655 131 264        | 7 168 257 756         | 7 104 940 335         | -0,88%            |
| Subventions de l'État                      | 170 960 207          | 166 772 257           | 43 134 138            | 161 575 907           | 215 087 157           | 33,12%            |
| FREPF/ DGDE / 3IF                          | 2 515 807 972        | 3 055 919 737         | 4 631 024 620         | 6 293 855 252         | 5 926 696 047         | -5,83%            |
| Subventions de l'État (éducation)          | 539 594 166          | 175 182 280           | 266 910 144           | 461 084 031           | 218 120 413           | -52,69%           |
| Subventions de l'État (Contrat de projets) | 406 416 706          | 393 236 199           | 206 702 289           | 163 699 991           | 476 728 995           | 191,22%           |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                       | <b>7 984 511 791</b> | <b>11 243 776 998</b> | <b>23 159 031 320</b> | <b>17 814 318 228</b> | <b>14 909 725 929</b> | <b>-16,30%</b>    |

En 2016, les recettes réelles d'investissement affichent un retrait de 16,30 % (- 2,9 milliards XPF) résultant notamment de la baisse du niveau des participations et créances rattachées à des participations.

En effet, en 2015, des titres de recettes ont été émis à l'encontre :

- du centre hospitalier à hauteur de 1,7 milliard XPF,
- de Tahiti Nui Aménagement et Développement qui a remboursé 500 millions XPF par anticipation,
- des sociétés Port de Pêche de Papeete et Tahiti Nui Rava'ai (*TNR*). Il s'agissait pour TNR de faire suite à sa mise en liquidation judiciaire par la constatation d'une dette à hauteur de 345 millions XPF correspondant à l'encours des prêts consentis par le Pays et restant à rembourser.

S'agissant des subventions de l'État, elles demeurent globalement stables autour de 6 milliards XPF.



### 1.2.2 – Les dépenses d'investissement

| En XPF                                  | 2012                  | 2013                  | 2014                  | 2015                  | 2016                  | Evol° 2016 / 2015 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| Dépenses diverses d'investissement      | 1 113 519 661         | 887 839 400           | 979 272 194           | 1 329 130 742         | 928 598 735           | -30,13%           |
| Subventions d'équipement versées        | 3 281 301 359         | 2 823 606 565         | 5 284 175 623         | 6 946 758 699         | 8 104 480 855         | 16,67%            |
| Immobilisations corporelles             | 2 035 836 130         | 2 329 537 296         | 2 486 412 053         | 7 185 984 025         | 6 008 177 070         | -16,39%           |
| Immobilisations en cours                | 6 068 500 586         | 6 724 730 487         | 10 575 364 178        | 6 095 219 013         | 6 629 712 705         | 8,77%             |
| Participations et avances               | 1 000 000 000         | 1 656 000 000         | 2 274 195 697         | 130 000 000           | 157 923 167           | 21,48%            |
| Dépenses réelles hors rembt de la Dette | 13 499 157 736        | 14 421 773 828        | 21 599 419 745        | 21 687 092 479        | 21 825 477 794        | 0,64%             |
| Rembt emprunts et dettes à L&M terme    | 8 135 779 163         | 8 448 724 687         | 8 839 090 206         | 9 103 797 148         | 9 560 692 368         | 5,02%             |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                    | <b>21 634 936 899</b> | <b>22 870 498 515</b> | <b>30 438 509 951</b> | <b>30 790 889 627</b> | <b>31 386 170 162</b> | <b>1,93%</b>      |

Les dépenses réelles d'investissement, hors remboursement en capital de la dette, s'élèvent à 21,8 milliards XPF. Elles restent stables (+ 0,64 %) par rapport à l'année précédente.

Les dépenses diverses d'investissement, qui comprennent principalement des frais d'études (781 millions XPF), totalisent 929 millions XPF. Par rapport à l'année précédente, ces dépenses diminuent de près de 401 millions XPF. Cet écart s'explique pour 255 millions XPF par le crédit vendeur relatif à l'acquisition immobilière de la zone d'Outumaoro en 2015.

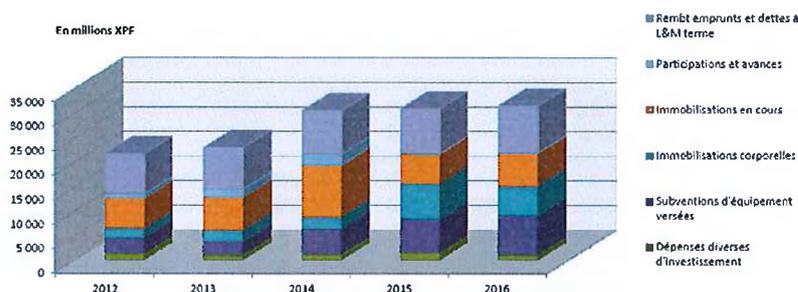
Au titre des subventions d'équipements versées, l'augmentation de 1,2 milliard XPF (+ 16,67 %) par rapport à 2015, s'explique par les subventions accordées aux communes et à l'Office polynésien de l'habitat, qui ont respectivement bénéficié de 1,5 milliard XPF et 4,2 milliards XPF.

Le niveau des immobilisations (12,7 milliards XPF) s'établit à un niveau inférieur de 600 millions XPF à celui de 2015 (13,3 milliards XPF). Parmi les grands chantiers qui ont généré des dépenses supérieures à 400 millions XPF en 2016, se distinguent :

- les travaux relatifs à la construction du collège de Teva I Uta pour un peu plus d'1 milliard XPF,
- les travaux relatifs à la construction du lycée et du collège de Bora Bora pour 591 millions XPF,
- divers aménagements et travaux sur le réseau routier de Tahiti pour 502 millions XPF,
- les travaux relatifs à la construction du pôle de santé mentale pour 466 millions XPF.

Enfin, en 2016, la Polynésie française a alloué une avance en compte courant à hauteur de 70 millions XPF à la société Kai Hotu Rau et a acquis des parts sociales de la société d'économie mixte Centre Paofai pour 70 millions XPF.

## EVOLUTION DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT



## 2 – ANALYSE DE L'EXÉCUTION

### 2.1 – Résultats

#### 2.1.1 – Résultat de fonctionnement

Le résultat de clôture de la section de fonctionnement de l'exercice 2016 s'établit à 18,8 milliards XPF contre 12,7 milliards XPF en 2015 soit + 141 %.

Le résultat de fonctionnement à affecter est arrêté à 24,8 milliards XPF après intégration du report à nouveau disponible au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour un montant cumulé de 5,9 milliards XPF.

#### 2.1.2 – Résultat d'investissement

La section d'investissement finit l'exercice 2016 avec un résultat négatif (besoin de financement non couvert) de - 12,2 milliards XPF contre - 9,6 milliards XPF en 2015.

Compte tenu de l'affectation en 2015 d'un excédent de fonctionnement capitalisé de 8,4 milliards XPF, le solde de clôture de la section d'investissement pour 2016 s'établit à - 3,7 milliards XPF en 2016 contre - 1,1 milliard XPF en 2015.

#### 2.1.3 – Résultat cumulé global

Le résultat de fonctionnement de 18,8 milliards XPF et le résultat d'investissement de - 12,2 milliards XPF donnent ainsi un résultat global de l'exercice 2016 de 6,7 milliards XPF.

Compte tenu du report des résultats antérieurs de 11,3 milliards XPF, le résultat cumulé global à fin 2016 s'établit à 18 milliards XPF.

En dépit de l'importance du besoin de financement du report des crédits d'investissement de 11,2 milliards XPF (contre 5,4 milliards XPF en 2015), le résultat net global s'améliore pour s'élever à 6,8 milliards XPF (contre 5,9 milliards XPF en 2015).

| En milliers XPF                             | 2012       | 2013       | 2014       | 2015       | 2016       |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Résultat global de l'exercice (Inv + fonct) | -3 370 569 | -2 414 653 | 37 813     | 3 138 968  | 6 678 759  |
| (+) Résultat antérieur reporté              | 11 558 560 | 8 555 296  | 7 669 773  | 8 064 171  | 11 269 017 |
| Résultat cumulé global à la clôture         | 8 555 296  | 7 669 773  | 8 064 171  | 11 269 017 | 18 015 619 |
| dont écritures non budgétaires              | 367 304    | 1 529 141  | 356 595    | 65 878     | 67 842     |
| Reports d'investissement                    |            |            |            |            |            |
| (-) Dépenses                                | 27 217 471 | 36 220 932 | 41 167 224 | 53 238 992 | 57 844 352 |
| (+) Recettes                                | 22 558 327 | 32 893 092 | 34 670 050 | 47 835 372 | 46 626 789 |
| (-) Résultat net global                     | 3 896 152  | 4 341 934  | 1 566 998  | 5 865 398  | 6 798 058  |

## 2.2 – Situation financière

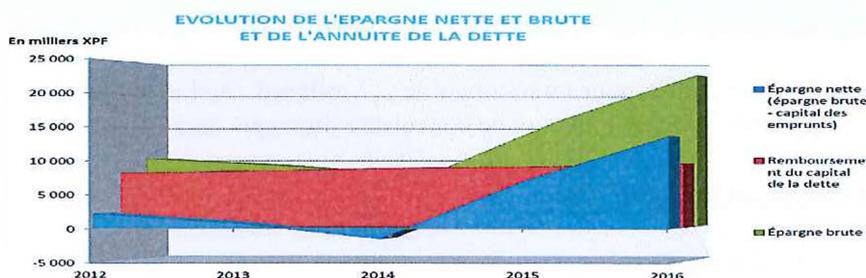
### 2.2.1 – L'épargne

En 2016, l'épargne brute s'établit à 23,1 milliards XPF, soit +43,68 % par rapport à l'année précédente, sous l'effet conjugué de la hausse des recettes de fonctionnement et des économies générées sur les dépenses de fonctionnement.

Cette épargne couvre ainsi largement le remboursement en capital de la dette qui s'élève à 9,6 milliards XPF en 2016, gage de solidité et de solvabilité financière appréciées par les bailleurs de fonds ainsi que par les agences de notation.

En conséquence, l'épargne nette reste positive en 2016 et s'établit à 13,6 milliards XPF (contre - 1,5 milliard XPF en 2014). Ce qui permet notamment au gouvernement de continuer à soutenir sa politique en matière d'investissements publics.

| En milliers XPF   | 2012              | 2013             | 2014              | 2015              | 2016                   |
|---|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------------|
| <b>Épargne brute</b>  | <b>10 279 856</b> | <b>9 212 058</b> | <b>7 317 292</b>  | <b>16 115 539</b> | <b>23 155 203</b>      |
| (-) Dotations aux amortissements<br><i>neutralisation des amortissements (EO)</i> | 42 561            | 2 189 278        | 2 028 677         | 3 388 368         | 4 323 166<br>1 560 712 |
| (+) Subv. inv. reçues transférées au compte de résultat                           |                   |                  |                   |                   | 15 060                 |
| (-) Produits de cessions d'immobilisations<br><i>Charges financières (EO)</i>     | 369 928           | 298 329          | 731 504           |                   | 522                    |
| <b>(=) Résultat de fonctionnement</b>   | <b>9 867 367</b>  | <b>7 022 781</b> | <b>5 288 615</b>  | <b>12 727 171</b> | <b>18 846 574</b>      |
| <b>rapporté aux recettes réelles de fonctionnement</b>                            | <b>8,95%</b>      | <b>6,68%</b>     | <b>5,17%</b>      | <b>11,85%</b>     | <b>15,23%</b>          |
| (-) Amortissement du capital des emprunts   | 8 135 779         | 8 448 725        | 8 839 090         | 9 103 797         | 9 557 278              |
| <b>Épargne nette (épargne brute - capital des emprunts)</b>                       | <b>2 144 077</b>  | <b>763 333</b>   | <b>-1 521 799</b> | <b>7 011 742</b>  | <b>13 597 925</b>      |



### 2.2.2 – La dette

#### 2.2.2.1 – La dette relative au budget général et au compte d'aide aux victimes des calamités naturelles

| En XPF  | 2012                  | 2013                  | 2014                  | 2015                  | 2016                  |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Intérêts de la dette</b>                                     | <b>4 126 744 313</b>  | <b>4 145 677 293</b>  | <b>3 981 195 508</b>  | <b>3 996 363 951</b>  | <b>3 617 034 807</b>  |
| Budget général  | 3 989 703 258         | 4 028 270 637         | 3 893 715 441         | 3 927 274 331         | 3 688 405 058         |
| CAVC  | 137 041 055           | 117 406 756           | 87 480 067            | 69 089 620            | 48 629 749            |
| <b>Remboursement en capital</b>                                 | <b>8 828 316 441</b>  | <b>9 299 247 505</b>  | <b>9 460 682 746</b>  | <b>9 478 315 247</b>  | <b>9 940 737 897</b>  |
| Budget général  | 8 135 779 103         | 8 448 724 687         | 8 839 090 206         | 9 103 797 148         | 9 557 277 630         |
| CAVC  | 692 537 338           | 850 522 818           | 621 592 540           | 374 518 099           | 383 460 267           |
| <b>Annuité</b>  | <b>12 955 060 754</b> | <b>13 444 924 798</b> | <b>13 441 878 254</b> | <b>13 474 679 198</b> | <b>13 557 772 704</b> |
| Mobilisation d'emprunts en N                                    | 5 509 172 554         | 6 742 243 438         | 17 386 634 844        | 7 168 257 756         | 7 104 940 335         |
| <b>Encours de la dette de la Polynésie française (au 31/12)</b> | <b>88 877 587 350</b> | <b>86 320 583 283</b> | <b>94 246 535 665</b> | <b>91 936 478 176</b> | <b>89 100 680 614</b> |

(\*) avec intégration des écarts de conversion

L'annuité de la dette totale de 2016 demeure sensiblement égale à celle des trois exercices précédents, soit 13,5 milliards XPF.

L'encours de la dette totale s'élève à 89,1 milliards XPF contre 91,9 milliards XPF en 2015. La mobilisation des emprunts conserve le même niveau que l'année précédente (7 milliards XPF).

Le poids des intérêts de la dette sur les dépenses réelles de fonctionnement passe sous la barre des 4 %, affichant 3,58 % contre 4,37 % l'année précédente, expliqué par la diminution des intérêts de la dette.

De même, la part de l'annuité sur les recettes fiscales diminue à nouveau pour s'établir à 14,82 % contre 16,03 % en 2014.

L'encours de la dette ne représente plus que 3,7 années d'autofinancement brut contre quasi le triple (10,9 années) il y a 2 ans.

#### 2.2.2.2 – La dette garantie

L'encours de la dette garantie par la Polynésie française s'établit à 4,9 milliards XPF au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La caution de la Polynésie française concerne principalement le secteur habitat qui représente plus de 58 % du total garanti. Le secteur de la santé suit avec 24,49 %.

Le ratio de la somme de l'annuité de la dette publique et de l'annuité garantie rapportée aux recettes réelles de fonctionnement s'établit à 14,92 %.

|                                | Total au<br>01/01/2017 | Sanitaire            | Social               | Education          |
|--------------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|--------------------|
| Centre hospitalier de la PF    | 1 207 364 474          | 1 207 364 474        |                      |                    |
| Prêts d'études aux Etudiants   | 853 523 327            |                      |                      | 853 523 327        |
| Office polynésien de l'habitat | 2 869 357 952          |                      | 2 869 357 952        |                    |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>4 930 245 753</b>   | <b>1 207 364 474</b> | <b>2 869 357 952</b> | <b>853 523 327</b> |
|                                | 100,00%                | 24,49%               | 58,20%               | 17,31%             |

La provision constituée pour un montant de 2,7 milliards XPF est rapportée à un encours total garanti à fin 2016 de 4,9 milliards XPF, soit un taux de couverture du risque de 54,53 %.

### 3 – APPRECIATION DES COMPTES

#### 3.1 – Agence de notation

Pour l'année 2016, le Pays a choisi de se faire noter par l'agence internationale Moody's investors service, en remplacement de l'agence Standard & Poor's. La notation Baa1 (*équivalente à la notation BBB+ chez S&P*) attribuée à la Polynésie française reflète les bons résultats financiers qui devraient se maintenir au cours des trois prochaines années selon leur estimation. Deux facteurs contraignants sont toutefois mis en avant : la fragilité économique du territoire et les déficits importants du régime polynésien de sécurité sociale.

#### 3.2 – Indice de Qualité des Comptes Locaux (IQCL)

L'IQCL élaboré par les services de la Direction Générale des Finances Publiques pour l'ensemble des collectivités de métropole et adapté à la Polynésie française, permet de mesurer la progression ou au contraire la dégradation des comptes d'une collectivité au regard du seul respect des mécanismes comptables. Cet indicateur vise à accroître la lisibilité des comptes et leur sincérité.

L'amélioration de la qualité des comptes du Pays amorcée depuis 2013 s'est accrue en 2016 avec un indice de 16,60 sur 20 (*contre 15,34 sur 20 en 2015*).

Cette évolution de l'indice sur les quatre dernières années répond aux attentes formulées par les auditeurs et les bailleurs de fonds désireux d'une grande lisibilité et sincérité des comptes de la Polynésie française.

\*  
\* \*

## TRAVAUX EN COMMISSION

Examiné en commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique dans sa séance du 21 juin 2017, le présent projet de délibération a suscité des échanges sur les points suivants :

- L'évolution du périmètre d'action de l'administration : la politique de redressement des finances publiques impulsée par le gouvernement a conduit les différents services administratifs et organismes satellites du Pays à compresser leurs dépenses de fonctionnement et notamment leurs charges de personnel (*gel de postes, non remplacement de personnel au départ...*). La situation financière ayant été assainie, le Pays dispose désormais d'une plus grande marge de manœuvre pour redimensionner les missions attribuées à chaque service et redéployer les moyens alloués à l'administration, dans un souci d'amélioration de la qualité du service public et de simplification des procédures mais en veillant toutefois à garder la maîtrise de l'évolution des dépenses.
- Les efforts menés par le Pays en matière de réduction de la dette publique ;
- La relance de l'emploi : les indicateurs économiques reviennent au vert et il est constaté en 2016 une embellie du marché du travail, se traduisant par un solde proche de 1 000 créations nettes d'emplois (*contre un solde quasiment nul en 2015*). Cependant, les problèmes de chômage restent importants ;

Cette embellie résulte en partie de la politique de relance de l'économie par la commande publique mise en place en 2013, axée initialement sur les travaux publics et désormais orientée davantage sur le bâtiment et le logement social. En outre, le développement des aides aux sociétés a eu pour effet d'augmenter l'investissement privé et, à terme, de contribuer au développement de l'emploi salarié ;

- L'augmentation de la production de logements sociaux : en 2016, cette production s'élève à 374 logements (*115 en habitats groupés et 259 en habitats dispersés*) ;
- Le secteur du tourisme : sachant que l'année 2016 a dégagé plus de 50 milliards F CFP de retombées touristiques.

\* \* \*

*À l'issue des débats, le projet de délibération a recueilli un vote favorable de la commission.*

*En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.*

LES RAPPORTEURES

Virginie BRUANT

Armelle MERCERON

ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

-----  
NOR : DBF1720850DL-4

DÉLIBÉRATION N°

/APF

DU

---

approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2016 (budget général)

---

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 780 CM du 8 juin 2017 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2017/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- Les recettes budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2016 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de *cent soixante-dix-sept milliards quatre cent quatre-vingt-cinq millions douze mille sept cent quatre-vingt-treize francs pacifiques* (177 485 012 793 XPF), se décomposant comme suit :

|  |                        |     |
|--|------------------------|-----|
| Section de fonctionnement .....                            | 140 649 371 902        | XPF |
| Section d'investissement (hors compte 106 8).....          | 28 406 869 836         | XPF |
| Compte 106 8 "excédent de fonctionnement capitalisé" ..... | 8 428 771 055          | XPF |
| <b>TOTAL</b>   | <b>177 485 012 793</b> |     |

**Article 2.-** Les dépenses budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2016 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de *cent soixante-deux milliards trois cent soixante-dix-sept millions quatre cent quatre-vingt-trois mille deux cent soixante-treize francs pacifiques* (162 377 483 273 XPF), se décomposant comme suit :

|                                 |                        |     |
|---------------------------------|------------------------|-----|
| Section de fonctionnement ..... | 121 802 797 561        | XPF |
| Section d'investissement .....  | 40 574 685 712         | XPF |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>162 377 483 273</b> |     |

**Article 3.-** Les différences entre ces résultats et les prévisions budgétaires sont approuvées.

**Article 4.-** Est constatée pour l'exercice 2016, au titre du budget général, la concordance parfaite des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion de la Polynésie française.

**Article 5.-** Est constatée la reprise dans les comptes du pays du résultat de Heiva Nui et de l'Institut de la communication audiovisuelle dissous, et de l'écart de conversion des emprunts :

|  | <b>Fonctionnement</b><br>compte 110 "report à nouveau<br>(solde créditeur)"<br>et compte 12 "résultat de<br>l'exercice" | <b>Investissement</b><br>Solde créditeur des comptes<br>de bilan (hors compte 110 et<br>12) |
|--|---|---|
| Écart de conversion des emprunts           | -   | 4   |
| Heiva Nui                                  | 38 990 393  | 5 557 897   |
| Institut de la communication audiovisuelle | 31 633 392  | 8 339 259   |

**Article 6.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*

*Le président,*

Loïs SALMON-AMARU

Marcel TUIHANI